

JUMELAGE INSTITUTIONNEL MA09/ENP-AP/FI16

Dans le cadre du partenariat Maroc-Union européenne, il a été convenu un projet de jumelage qui implique d'une part l'Office des Changes ; et d'autre part, l'INSEE, la Banque de France et la Direction Générale des Douanes pour un appui dans le domaine de l'établissement des statistiques des échanges extérieurs.

Note d'Information N°11 Avril 2012



LES VENTES EN CONSIGNATION

L'activité 1.2.1, dans le cadre du jumelage, vise à élaborer une méthode permettant d'anticiper par une estimation appropriée la valeur des marchandises faisant l'objet de ventes en consignation. Cette activité concerne essentiellement les transactions de produits périssables, notamment les fruits et légumes, exportés par le Maroc.

En général, lors de leur exportation physique dans le territoire douanier de la Communauté européenne, les marchandises marocaines font l'objet d'une vente ferme. Leur valeur en douane est alors établie sur la base du montant convenu entre les deux parties, appelé valeur transactionnelle ou prix effectivement payé ou à payer.

S'agissant des fruits et légumes, il est très fréquent qu'au moment de leur exportation depuis le Maroc, il n'existe pas de valeur transactionnelle, ces marchandises périssables étant généralement vendues sous le régime dit de la consignation. L'exportation en consignation consiste à expédier les marchandises notamment vers les pays de la Communauté européenne, non par suite d'une vente, mais dans l'intention de les vendre au meilleur prix pour le compte du fournisseur. Le prix de vente facturé par le fournisseur à l'importateur n'est connu qu'après la vente effective des marchandises sur le marché communautaire, c'est-à-dire après leur dédouanement. Il n'existe donc pas de valeur transactionnelle pour les marchandises exportées en consignation, ce qui nécessite et justifie le recours à des méthodes de substitution qui permettent de remplacer les valeurs réelles par des montants provisoires.

Toutefois, l'absence de valeur transactionnelle au moment du dédouanement entraîne des difficultés quant à la détermination de la valeur réelle des produits exportés avec des conséquences sur les statistiques du commerce extérieur qui, dans le cas du Maroc, conduit à réviser sensiblement le montant des exportations de fruits et légumes lorsque la valeur réelle des marchandises exportées est connue.

Les 3 missions allouées par le jumelage à l'activité 1.2.1 à Rabat étant terminées depuis le début du mois d'avril 2012, il est d'ores et déjà possible d'indiquer que les travaux de l'expert de l'Etat membre en matière de contrôles douaniers sur les valeurs en douane ont consisté :

- d'une part, à étudier et à analyser les textes et le système existant au Maroc en matière de vente en consignation et à expliciter les textes communautaires relatifs à ce type de vente ;
- d'autre part, à mener un examen sur le niveau de stabilité des écarts entre les valeurs provisoires et définitives qui obligent à des révisions des résultats des exportations du Maroc ;
- enfin, à faire des propositions en matière de méthodologie d'estimation pour que les valeurs déclarées soient les plus proches possibles des valeurs transactionnelles.

En outre, une visite d'études, financée hors jumelage, auprès des Douanes, a eu lieu à Paris au mois de mars 2012 pour aider à la compréhension de la mise en œuvre du système des ventes en consignation au moment de l'importation en France et aussi pour prendre connaissance de la nature des contrôles effectués a posteriori par les douaniers.

→ **A.1.2.1: Elaborer une méthode permettant d'anticiper les valeurs par une estimation appropriée pour les ventes en consignation :**

du 02 au 06 Avril 2012

Cette troisième et dernière mission doit permettre notamment d'arrêter la proposition concernant la méthode la plus appropriée pour estimer la valeur des marchandises, en particulier les fruits et légumes, faisant l'objet de ventes en consignation afin que les valeurs déclarées soient le plus proches possible des valeurs transactionnelles qui correspondent au prix effectivement payé ou à payer. La finalisation de l'étude des différentes méthodes utilisées pour la connaissance de la vraie valeur des produits exportés est très attendue compte tenu des conséquences qui en découlent notamment en termes de statistiques d'exportation.

Expert :

- M. Philippe Jean Chalot, Expert en matière de contrôles douaniers sur la valeur en douane (Coopération internationale).
Direction générale des douanes et droits indirects

→ **A.2 : Rédiger un manuel interne à usage des fonctionnaires de l'Office des Changes chargés des différentes phases de l'élaboration et de la diffusion des données :** du 02 au 03 Avril 2012

Les travaux sur le manuel interne de procédures ayant débuté courant 2011, il conviendra au cours de cette première mission qui s'attachera aux aspects formels des documents déjà établis par différents experts d'examiner la possibilité de les regrouper dans un seul manuel garantissant la cohérence de l'ensemble.

Expert :

- M. Serge Darriné, Responsable de la communication interne écrite, web et événementielle de la Direction des statistiques d'entreprises, INSEE

→ **A. 5.2 : Séminaire statistique sur « Les Echanges, la Documentation et la Mise à Disposition des Données Statistiques » - Les Nouveaux Outils - :** 04 Avril 2012

L'Office des Changes a organisé un deuxième séminaire qui a porté sur les nouveaux outils d'échanges, de documentation et de mise à disposition des données statistiques. Ce séminaire a eu principalement pour objet de présenter d'une part, les expériences en la matière de l'INSEE et de la Banque de France et d'autre part, les évolutions envisagées du système d'information de l'Office des Changes pour se conformer aux recommandations internationales préconisées par le Fonds Monétaire International et EUROSTAT. La présentation des résultats de ces travaux peut constituer un ancrage concret pour la mise en place de ces nouveaux outils dans les systèmes d'information des institutions partenaires de l'Office des Changes.

Experts :

- M. Alain Tranap, Administrateur hors classe - Chargé de mission auprès du Directeur de la Coordination Statistique et des Relations Internationales de l'INSEE et Chef de Projet
- M. Marc Cohen-Solal, Administrateur Hors Classe, Chef de la Division de la Coordination de la Méta-Information, INSEE
- M. Luis Cases, Responsable du Développement des Bases de Référence de la Méta-Information, INSEE
- M. Fabrice Gauduffe, Chef du Service des Bases de Données et de la Diffusion, Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage Statistiques, Banque de France
- Mme. Laurence Doïdy, Directeur de Projet, Service des Développements des Etudes des Statistiques et de la Supervision Bancaire, Direction de l'Organisation et des Développements, Banque de France

→ **A. 3.2.2 : Assurer un support méthodologique à la réalisation d'une enquête « voyages » auprès des Marocains Résidents à l'Etranger (MRE) :** du 24 au 26 Avril 2012

Cette mission aura pour objectif d'analyser certains résultats tirés des données collectées dans le cadre des enquêtes 2009 et 2010 menées par le Ministère du tourisme auprès des touristes et des MRE. Les conclusions de ces travaux statistiques devraient servir à l'Office des Changes pour confirmer ses demandes d'adaptation de l'enquête pour répondre à ses besoins.

Expert :

- Cyril De Sousa Cardoso, Expert des statistiques sur le tourisme et les voyages à la Banque de France

→ **A.4.2.1 - Assister l'Office des Changes pour l'élaboration d'une solution informatique permettant d'effectuer des corrections de variations saisonnières des statistiques du commerce international des marchandises et des postes de la balance des paiements courants :** du 25 au 26 Avril 2012

Cette quatrième mission va permettre d'une part, de poursuivre l'approfondissement des modalités techniques des séries chronologiques à désaisonnaliser au niveau du commerce extérieur en fonction de la granularité souhaitée des séries ; et d'autre part, de poursuivre l'apprentissage sur les commentaires possibles à formuler sur les séries corrigées des variations saisonnières (CVS) en liaison avec la conjoncture économique.

Experts :

- M. François Sermier, Expert en Statistiques, auprès de l'INSEE et de l'ADETEF
- M. Jacques Anas, Directeur du Département sur les Indicateurs Economiques et la Modélisation Statistique (COE-REXECODE : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS : CCIP)

